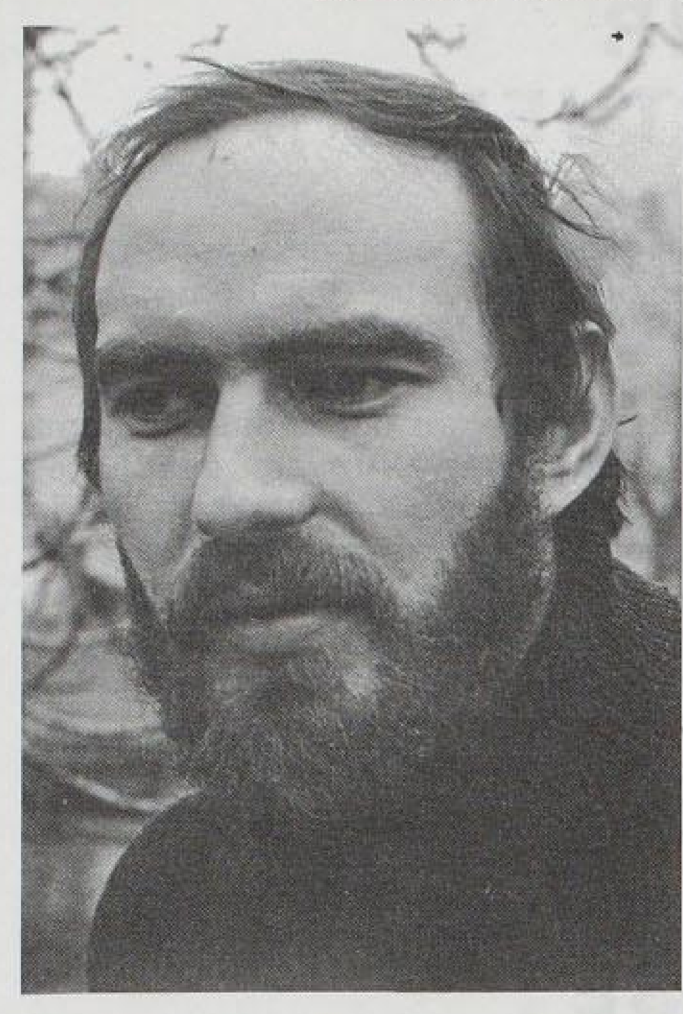
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973 - PARIS 10e CIRCONSCRIPTION





Le Parti Socialiste Unifié présente

Jean Courault

Typographe
Militant Syndical

SUPPLEANT

Jean-Yves Lemerle

Employé Commercial

DANS LE XIe COMME AILLEURS, LES BANQUES FONT LA LOI...

Et leur loi, c'est la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du profit. Les travailleurs conservent, bien entendu, le "droit" de se faire exploiter 8, 9 ou 10 heures par jour, mais ça ne suffit plus aux capitalistes : aujourd'hui, on nous expulse pour nous parquer au diable dans des "cités-dortoirs" parce que Paris doit devenir une machine à faire du fric.

Pour construire des résidences de luxe ou des bureaux qui rapporteront gros aux gros protégés du régime, on démolit donc toute la ville, y compris les entreprises, puisque de toute façon, leurs patrons s'installeront en province, avec d'énormes primes du gouvernement, c'est-à-dire des contribuables, bien sûr, où ils pourront payer encore moins leurs ouvriers.

Dans le XIe, plus une rue où des résidences interdites aux travailleurs ne se construisent : "Paname", "Le Parisien", "La Belle de Fontenoy", etc... Il faut que nous comprenions tous que tout le XIe arrondissement, comme les autres, est livré par le régime au bon soin des banques ; un exemple, le seul espace vert potable du XIe, l'ancienne clinique du Docteur Belhomme, rue de Charonne, est abandonné à un promoteur qui construit "les jardins de Colbert", une résidence pour riches.

Tout travailleur habitant le XIe, tout artisan disposant d'un atelier, tout petit commerçant est donc un futur expulsé... à moins bien sûr, qu'il ne gagne 5 à 6.000 F par mois..., la feuille de paye des travailleurs plafonne pourtant à 1.000, 1.500 ou 2.000 F par mois, juste ce qu'il faut pour survivre, coincé dans un HLM ou un taudis au rythme quotidien métro-boulot-dodo-marmot.

C'est notre vie qui est en cause. Comme tous les Parisiens, nous sommes victimes de nos patrons, des vautours de l'immobilier, des capitalistes de tout poil et des "princes qui nous gouvernent".

Ils sont les obstacles à abattre pour imposer notre volonté de prendre en main nos affaires dans le XIe comme ailleurs. Contre leur maffia, construisons un Paris des travailleurs.

PARIS AUX TRAVAILLEURS

C'est en effet notre objectif. Les problèmes de chaque commune, de chaque arrondissement, sont à peu près les mêmes dans toute la région parisienne.

Trente ans après la guerre, **la crise du logement** continue à sévir. S'il y a de la place dans les immeubles hors de prix nouvellement construits, les travailleurs, eux, sont chassés de leur quartier et envoyés dans les banlieues de plus en plus lointaines. Tout cela, pour le plus grand profit des banques, des promoteurs et des patrons des trusts du bâtiment.

Comme dit Pompidou, "les affaires" marchent bien... Mais le **chômage** s'aggrave dans la Région, touchant particulièrement les **jeunes** et les **travailleurs âgés ; la main d'œuvre féminine** est exploitée par les officines de travail temporaire. Les **travailleurs immigrés** sont cantonnés aux tâches les plus sales, sont payés au SMIC et mis à la porte à la première occasion.

Si encore, il était facile d'aller de son logement à son travail ! Mais le pouvoir n'a rien fait pour améliorer **les transports en commun ;** il s'est contenté de relever les tarifs ! L'action publique continue en fait à privilégier la **circulation automobile,** sans parvenir d'ailleurs à l'améliorer. Les travaux coûtent de plus en plus cher aux contribuables et ne rapportent qu'aux constructeurs d'automobiles, aux trusts du pétrole, au patronat des travaux publics.

C'est vrai aussi des autres équipements qui pourraient rendre notre vie moins difficile. Dans notre région il n'y a pas de place pour les jeunes, pour les vieux, pour les malades de milieu populaire (les hôpitaux centenaires s'écroulent, tandis que les cliniques privées, elles, s'enrichissent) etc... **Finissons en avec ce règne du profit. IL NOUS FAUT RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE.**

Ici comme ailleurs, nos luttes doivent imposer **le pouvoir des travailleurs.**

Sciences Po / fonds CEVIPOF

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste va vers sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers des luttes populaires comme celle du Joint Français de Saint-Brieuc, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **"Contrôler aujourd'hui pour décider demain"**, où le PSU démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, c'est nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs" ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion



IMPRIMERIE C. CHAMBRE - METZ

Vu le candidat

Sciences Po / fonds CEVIPOF